

Hydrogène : un soutien massif à la production en France et en Europe.

En France comme en Europe, les stratégies de soutien à l'hydrogène se renforcent. Si la France vise surtout à massifier sa production pour la rendre plus rentable, l'Allemagne, de son côté, planifie ses importations.



La ministre de la Transition énergétique a confirmé, le 31 août, son intention d'allouer 4 milliards d'euros à la filière hydrogène.

© Viks_jin

La mobilisation des pouvoirs publics en faveur de l'hydrogène ne faiblit pas. Alors que le gouvernement français promet une version révisée de sa stratégie carbone « dans les prochaines semaines », la ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, en visite en Alsace, a confirmé, jeudi 31 août, son intention d'allouer 4 milliards d'euros à la filière, en appui à la production par électrolyse, notamment à partir d'électricité renouvelable ou bas carbone. Ce soutien se matérialisera par une série d'appels à projets en plusieurs tranches : 150 MW en 2024, 200 MW en 2025 et 600 MW en 2026, soit un potentiel global de 1 000 MW.

Les lauréats seront choisis en grande partie (70 %) en fonction des tarifs qu'ils proposeront. Ce mécanisme d'aide reproduit celui des contrats pour différence testé avec succès dans les énergies renouvelables : les producteurs toucheront une compensation lorsque leurs coûts de production seront supérieurs à ceux de l'hydrogène fabriqué à partir d'énergie fossile et reverseront la différence, le cas échéant, quand la tendance s'inversera. La durée des contrats sera de quinze ans.

Des bonus sont prévus pour les candidats qui s'engagent à stopper leur production en cas de pic de demande d'électricité sur le réseau et pour ceux qui prévoient d'utiliser de l'électricité renouvelable issue des nouveaux parcs. Ce cahier des charges devrait lui aussi être publié dans les prochaines semaines pour un lancement des appels en 2024 et une mise en route des électrolyseurs en 2026.

Massifier pour réduire les coûts

C'est la vitesse dont notre industrie a besoin pour rivaliser avec la loi américaine sur la réduction de l'inflation et avec la Chine

Jorgo Chatzimarkakis, Hydrogen Europe

De quoi encourager les industriels à investir dans des solutions basées sur l'hydrogène décarboné sans perte de compétitivité et accélérer enfin la massification de sa production, espère le Gouvernement. En 2021, celui-ci avait annoncé vouloir consacrer 9 milliards d'euros à la filière d'ici à la fin de la décennie. Mais avant de lancer une grande partie de ses projets, il lui aura fallu attendre les arbitrages de l'Europe en matière d'aides d'État. C'est désormais acté pour ce type de subvention, tout comme pour les quelque 100 millions de soutien accordés à la gigafactory de cellules d'électrolyseurs John Cockerill Hydrogen dans le cadre des Projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC). Située à Aspach-Michelbach (Haut-Rhin) et visitée par Agnès Pannier-Runacher, le 31 août, l'usine devrait entrer en production à la fin de l'année.

Pour le PIIEC du producteur d'engrais, d'ammoniac et d'acide nitrique LAT Nitrogen (ex-Borealis Pec-Rhin) à Ottmarsheim (Haut-Rhin), deuxième étape de la tournée de la ministre en Alsace, il faudra toutefois encore attendre le feu vert de Bruxelles, en 2024. Jugé par l'État « *stratégique pour la décarbonation de l'industrie française* », le projet vise à mettre en service un électrolyseur de 50 MW en 2026.

L'Allemagne est aussi sur les rangs

Mais ces mesures suffiront-elles face au dynamisme de l'Allemagne dans ce domaine ? Avec des ambitions en matière de production désormais identiques à celles de la France – 10 gigawatts en 2030 –, Berlin se montre en effet tout aussi volontariste pour ce qui concerne ses importations. En présentant sa stratégie nationale réactualisée, fin juillet, le ministre fédéral de l'Économie, Robert Habeck, a précisé que les deux tiers de la consommation d'hydrogène du pays proviendraient de cette manne, à condition qu'elle respecte les normes sociales et écologiques en vigueur. À cette fin, un réseau de plus de 1 800 kilomètres de conduites d'hydrogène converties ou nouvelles devrait voir le jour, d'ici 2027 ou 2028, qui s'ajouteront aux 4 500 kilomètres du réseau européen.

Rivales ou partenaires, l'Allemagne et la France pourront, en tout cas, s'appuyer bientôt sur les services de la Banque européenne de l'hydrogène. En mars dernier, la Commission avait promis de la doter d'un budget de 3 milliards d'euros et de la rendre opérationnelle avant la fin de cette année. Elle a tenu parole. Mercredi 30 août, l'institution a publié les termes et conditions relatifs à ses premières enchères sur les moyens de production qui se dérouleront le 23 novembre 2023. L'opération permettra d'attribuer jusqu'à 800 millions d'euros, issus du Fonds d'innovation ETS (système d'échange de quotas d'émission), aux producteurs d'hydrogène renouvelable – non nucléaire donc – dans l'Espace économique européen (EEE). Le soutien prendra la forme d'une prime fixe en euros par kilogramme d'hydrogène renouvelable, produit sur dix ans d'exploitation, ciblant l'écart entre les coûts de production et le prix à payer acceptable par le marché. Un prix plafond de prime a été fixé à 4,50 € par kilo d'hydrogène. Pour un candidat, le montant total de la subvention ne pourra excéder 266,7 millions d'euros.

Un mécanisme voué à perdurer

À charge pour les candidats de défendre leurs capacités à rentabiliser les investissements et à se fournir en proportion suffisante en électricité. Les projets éligibles disposeront de cinq ans pour être mis en service à compter de l'attribution. Si le niveau de participation à cette enchère pilote s'avère élevé, celle-ci sera suivie d'autres, chaque année. « *C'est la vitesse dont notre industrie a besoin pour rivaliser avec la loi américaine sur la réduction de l'inflation et avec la Chine* », s'est réjoui Jorgo Chatzimarkakis, président de l'association professionnelle Hydrogen Europe. Celui-ci regrette toutefois que la prime n'ait pas été indexée sur l'inflation. « *Un détail qui menace de faire dérailler tout le bon travail accompli jusqu'à présent, compte tenu des conditions actuelles du marché* », prévient-elle.



Nadia Gorbatko, journaliste
Rédactrice spécialisée

Publié le 01/09/2023 – Actu Environnement